

LE MARXISTE-LENINISTE

JOURNAL DU GROUPE POUR LA FONDATION DE
L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE (M.-L.)

19 DECEMBRE 1975

— U.C.F.M.L. —

SUPPLEMENT N° 9 — 0,50 F

VIVE LA LUTTE DES OUVRIERS DES FOYERS CONTRE LA SONACOTRA ET L'ÉTAT BOURGEOIS!

* *

FRANÇAIS IMMIGRÉS = MÊMES DROITS POLITIQUES !

Egalité des droits politiques : voilà le cœur qui bat dans les luttes de la classe ouvrière internationale de France, voilà le cœur qui donne sa force au mouvement de grève des loyers dans les foyers Sonacotra de la région parisienne.

Le mouvement actuel n'est pas simplement une grande lutte ouvrière contre les loyers chers, pas simplement une riposte à la crise du capitalisme. C'est l'offensive ouvrière contre les foyers-prisons et les gérants fascistes, contre le droit bourgeois qui interdit tout droit politique aux travailleurs immigrés. Voilà le fond du problème. Quand les ouvriers habitant les Sonacotra exigent le statut de locataire, c'est un droit politique qu'ils exigent ; c'est l'interdiction au gérant fasciste de pénétrer à tout moment dans leur chambre, c'est pouvoir y recevoir leurs amis, hommes et femmes, c'est avoir les mêmes droits juridiques que tous les locataires en France. Voilà ce que disent tout net, le 4 décembre, les 500 manifestants de la Bastille à Belleville qui prennent la rue à l'appel de l'UCFML contre l'expulsion de Béchir Arfaoui et pour l'égalité des droits politiques entre ouvriers immigrés et ouvriers français.

Aujourd'hui, trois ans après les premières grèves de la faim des ouvriers immigrés sans papiers, on ne peut plus simplement se dire que nous avons raison d'exiger telle ou telle revendication de justice et d'égalité, on ne peut plus se contenter de ça pour renforcer notre mouvement, pour le faire approuver et soutenir par les autres ouvriers. On ne peut plus se contenter de ça, parce que nos ennemis, eux, nous attendent sur un autre train.

Nous demandons la justice, ils nous disent : « Vous n'avez pas le droit, c'est de la politique ».

Eh bien oui, c'est de la politique, et c'est aujourd'hui sur l'égalité des droits politiques que notre combat prend sa force, que les ouvriers nous rejoignent, parce qu'ils sentent bien que si on prend ce droit-là, la justice n'est plus une prière, c'est nous qui l'imposons.

Egalité des droits politiques entre Français et immigrés : voilà ce qui doit devenir le drapeau du mouvement, voilà ce qui garantit la force et l'unité des combats à venir, voilà le rocher solide sur lequel nous pouvons bâtir l'accord profond des ouvriers de toutes les nationalités en France. Voilà ce qui terrorise l'Etat français, la Sonacotra, les flics et leurs collaborateurs du PCF, de la CGT et des Amicales réactionnaires.

Français, immigrés, mêmes droits politiques : voilà ce qui nous guidera pour affronter et vaincre l'ennemi de classe.

LA SONACOTRA

La Sonacotra, c'est un organisme contrôlé par l'Etat qui prétend ne pas faire de bénéfices. C'est l'instrument principal de la politique de logement que l'Etat veut imposer aux ouvriers immigrés.

Les foyers Sonacotra, c'est :

— Des chambres grandes comme des cercueils, des murs comme du papier à cigarette. Et pour cela, des loyers très chers : 330 F par mois pour une chambre de 12 mètres carrés, et dans les nouveaux foyers où les chambres sont de 6 m² seulement, 270 F ! Pourtant, d'après la Sonacotra, ce prix ne représente pas un loyer, mais uniquement les charges : chauffage, éclairage, lavage de draps une fois par mois... Et en effet, normalement, les résidents des foyers ne devraient payer que les charges, car pour la construction elle-même, la Sonacotra reçoit de l'argent de l'Etat et aussi du Fonds d'Action Sociale. Or, l'argent du FAS est celui des ouvriers, il vient de la différence entre ce que les patrons payent comme charges sociales pour chaque ouvrier et les allocations que reçoivent les familles d'immigrés dans leur pays.

— Ce sont des foyers-prisons. Les habitants des foyers n'ont aucun des droits, pourtant bien réduits, des locataires en France. En effet le règlement intérieur dit :

- visite seulement avant 22 heures et seulement si le gérant l'autorise,
- pas de droit de réunion, en particulier interdiction des réunions « politiques »,
- pas de droit d'affichage, pas le droit d'organiser, sans l'autorisation du gérant, des activités culturelles,
- le gérant a une clef de toutes les chambres et peut y entrer en l'absence du locataire,
- un locataire peut être renvoyé avec huit jours de préavis, ou même sans préavis si le gérant le décide.

— Les gérants de ces foyers sont les anciens de l'armée coloniale, des racistes. Leur principal travail, en plus de l'application du règlement de la prison, est de distribuer les chambres à la tête du client et avec pourboire à l'appui, et de se livrer à toutes sortes de provocations pour créer des divisions et même des bagarres entre les locataires, entre les différentes nationalités.

Avec la Sonacotra comme instrument, la politique de logement de l'Etat bourgeois est claire — détruire les quartiers populaires vivants, base arrière de l'organisation du peuple, de sa vie sociale,

— parquer les ouvriers immigrés qui sont seuls en France dans

(suite au verso)

« NON A L'EXPULSION DE BECHIR ARFAOUI »

« NON AUX EXPULSIONS. OBLIGEONS LA BOURGEOISIE A CHANGER SES LOIS »

« FRANÇAIS - IMMIGRÉS, UNE SEULE CLASSE OUVRIÈRE, FRANÇAIS - IMMIGRÉS, MEMES DROITS POLITIQUES ».

1. C'est en scandant ces mots d'ordre que jeudi 4 décembre plus de 500 manifestants se sont regroupés place de la Bastille et ont défilé jusqu'à la place Gambetta. C'était la première manifestation de masse pour exiger l'égalité complète des droits sociaux et politiques entre Français et immigrés, pour interdire les expulsions et en particulier aujourd'hui celle de Béchir Arfaoui.

Cette manifestation marquait le début d'une campagne pour l'abolition des procédures d'expulsion et l'égalité des droits politiques entre Français et immigrés. D'autres manifestations sont prévues, en particulier un meeting à Paris fin janvier.

2. Béchir Arfaoui, un exemple parmi d'autres. Ouvrier tunisien, révolté par l'exploitation et l'oppression, il participe depuis 1971 à tous les grands combats qui sont France : grèves d'usine, luttes de foyers, grève de la faim en avril 73 contre la circulaire Fontanet, pour obtenir la carte de travail et de séjour. C'est un camarade qui s'est constamment mobilisé contre les crimes racistes (Marseille, Diab...), contre tout contrôle de l'immigration, pour obtenir l'égalité totale des droits entre travailleurs français et immigrés, aujourd'hui au Front des Travailleurs Arabes et à la CFDT.

C'est que la bourgeoisie veut expulser. Sous quels prétextes ?

Au cours d'une opération « coup de poing », Béchir a été arrêté avec d'autres camarades immigrés pour vérification d'identité : l'argent que les camarades avaient dans leurs poches ne leur est pas rendu ; pour réponse à leurs réclamations, ces camarades reçurent une série de coups. L'affaire se termina pour Béchir par une inculpation à deux mois de prison ferme plus deux mois avec sursis.

Non contente de ses actes racistes et de l'arbitraire policier, la bourgeoisie veut expulser Béchir. Elle fait passer Béchir devant une commission d'expulsion le 5 décembre. Les conclusions de cette commission peuvent être remises en cause à tout moment par le ministère de l'Intérieur : le ministre Ponia peut décider quand bon lui semble d'expulser Béchir.

C'est pourquoi encore aujourd'hui Béchir risque d'être expulsé. Nous devons rester mobilisés et continuer à lutter pour que le ministère prenne une décision écrite autorisant Béchir à rester en France.

3. Participer à ce combat c'est empêcher que le droit bourgeois nous divise et paralyse nos luttes ; c'est avancer dans l'unité de la classe ouvrière, unité nécessaire à une riposte offensive contre la crise.

NON A L'EXPULSION DE BECHIR ! NON AU DROIT BOURGEOIS. OBLIGEONS LA BOURGEOISIE A CHANGER SES LOIS !



VIVE LE JUSTE PROGRAMME DU COMITÉ DE COORDINATION DES FOYERS SONACOTRA

Le Comité de Coordination des foyers Sonacotra en grève, représentant 30 foyers de la région parisienne, demande :

- 1) La reconnaissance par la direction de la Sonacotra du Comité de Coordination des foyers comme seule instance représentant les foyers et habilitée à négocier.
- 2) Pour tous les foyers Sonacotra, que le tarif actuel des foyers soit réduit de 50 % et bloqué.
- 3) Le changement du règlement intérieur actuel, et la reconnaissance du statut de locataire, ce qui veut dire :
 - droit de visite 24 h sur 24, sans différence de sexe.
 - droit de réunion et de libre expression : droit d'affichage, droit de passer des films avec débat libre, etc...
 - interdiction pour le gérant ou tout autre individu de pénétrer dans une chambre sans l'accord et la présence du locataire.
 - pas d'expulsion arbitraire des locataires.
- 4) Le changement de tous les anciens gérants et leur remplacement par des concierges qui font leur travail de concierge : entretien, etc...
- 5) Des améliorations dans les foyers : lavage des draps tous les 15 jours, installation de téléphones publics...

Ce programme est un juste programme. C'est un programme dans l'intérêt des ouvriers habitant les foyers, mais aussi dans l'intérêt de tout le peuple.

En engageant la lutte contre les foyers-prisons de la Sonacotra, les résidents des foyers luttent pour les intérêts du peuple, ils montrent le chemin à tout le peuple de France :

— on n'est pas obligés d'accepter la hausse incessante des prix, la vie de plus en plus chère. Contre la hausse des prix, fixons nous-mêmes notre loyer, imposons le prix qu'on peut payer.

— on n'est pas obligés d'accepter le découragement, la solitude, la division et l'encasernement du peuple dans les quartiers. Contre la politique de logement de la bourgeoisie, politique d'emprisonnement et de division du peuple, imposons le droit du peuple à s'organiser, à construire dans les quartiers sa force et son unité.

POPULARISONS PARTOUT, DANS TOUTES LES COUCHES DU PEUPLE, LE PROGRAMME DES RESIDENTS DES FOYERS !

SOYONS PRETS A PARTICIPER A TOUTES LES ACTIONS DE MASSE (MANIFESTATIONS, MEETINGS, DELEGATIONS), POUR SOUTENIR LA LUTTE DES FOYERS !

UNE GRANDE LUTTE DE LA CLASSE OUVRIÈRE INTERNATIONALE DE FRANCE

UNE GRANDE LUTTE

1. Le Comité de coordination : une organisation ouvrière nouvelle

Au début (septembre-octobre), la grève contre les foyers-prisons existait dans dix ou quinze foyers. Mais elle était encore divisée, on ne savait pas au juste quels foyers étaient dans la lutte.

Au départ, un petit noyau de camarades s'est uni sur une plateforme (voir notre article sur le programme). Ils sont allés dans les foyers, dans les assemblées générales, et les masses des foyers ont soutenu le programme contre la Sonacotra.

Aujourd'hui, le comité de coordination regroupe trente foyers. Il représente la volonté de près de dix mille ouvriers, autour des trois principaux mots d'ordre :

- Baisse et blocage des loyers
- Suppression du règlement intérieur
- Elimination du système des gérants flics et racistes.

Le comité de coordination est une grande victoire des masses. C'est une organisation de la volonté populaire contre les foyers-prisons.

Le comité se réunit une fois par semaine. Il organise le travail :

- pour diffuser partout le programme, et unir toute la force des camarades des foyers,
- pour la négociation avec la Sonacotra, pour qu'elle soit forcée de donner les revendications,
- pour faire des tracts expliquant la lutte.

Le comité de coordination n'a rien à voir avec un syndicat. C'est une organisation ouvrière nouvelle, contre la Sonacotra et contre l'Etat bourgeois.

2. Forcer l'Etat à reconnaître la volonté populaire

Cette nouvelle organisation ouvrière, la Sonacotra, l'Etat et les syndicats en ont peur. Ils ne veulent absolument pas négocier avec le comité de coordination.

Le vendredi 12 novembre, la Sonacotra a fait une ruse grossière. Elle a convoqué le comité de coordination. 70 camarades sont venus, bien décidés à entrer en masse et à forcer la Sonacotra à reconnaître leur volonté.

La Sonacotra a refusé de les reconnaître comme une organisation. Elle leur a demandé d'accepter un prétendu « accord » signé avec « d'autres instances » (en fait, signé avec les traîtres de la CGT).

Les camarades du comité ont

été fermes et unanimes : la volonté ouvrière contre les foyers-prisons, c'est eux, et personne d'autre. Le comité de coordination est le seul représentant du mouvement de masse.

La Sonacotra voulait sonder la force et la détermination des ouvriers : elle est renseignée. Sa manœuvre a fait long feu. Et les ouvriers ont appris définitivement que les honteux complices des manœuvres de la Sonacotra, ce sont les canailles des syndicats, qui veulent briser la volonté des masses et son expression organisée : le comité de coordination.

3. Les révisionnistes du PCF et de la CGT font des pieds et des mains pour défendre le système des foyers-prisons

Depuis toujours, les gens du PCF soutiennent la politique anti-ouvrière de l'Etat sur la question du logement.

— Ces gens sont d'accord pour expulser les immigrés des vieux quartiers, et construire à la place des logements très chers. Les mairies PCF clament « qu'il y a trop d'immigrés », que c'est « une charge insupportable ». Ce sont des racistes.

— Ces gens sont d'accord pour qu'on enferme les immigrés dans des foyers-prisons du genre Sonacotra. Ils veulent absolument isoler les immigrés du reste de la classe ouvrière. Ils veulent qu'on les surveille, qu'on les encadre. Ils défendent partout les gérants flics et racistes. Ce sont des sociaux-fascistes.

— Ces gens ont l'ambition de prendre l'Etat pour eux. Ils louchent sur le fauteuil de Giscard. Dès aujourd'hui, ils cherchent à s'infiltrer dans la Sonacotra. Dès qu'il y a un foyer dans leurs mairies, ils placent un homme à leur solde, tout aussi flic que les autres : c'est ce qu'ils ont fait au nouveau foyer Brenu à Gennevilliers.

Le but des gens du PCF, c'est d'installer partout des espèces de syndicats ou de comités d'entreprise (ils appellent ça des « comités de résidents ») pour pouvoir opprimer de l'intérieur les camarades des foyers, comme ils font dans les usines avec la CGT. Ils savent bien que les ouvriers immigrés des foyers n'en veulent pas. Aussi, ils disent que c'est la Sonacotra elle-même qui organisera les élections !

Ce qu'ils veulent, pour faire régner leur loi dans les foyers, c'est des syndicats et un petit parlement bourgeois, sous la ba-

guette des gérants.

4. Les révisionnistes, spécialistes du coup fourré et des organisations-bidon

Au début, la CGT a essayé de prendre la direction du mouvement, pour organiser des syndicats de foyers. Elle avait un seul programme : élection de comités de résidents. Mais cette tentative a lamentablement échoué.

Grâce à la détermination des masses, qui savaient ce qu'elles voulaient, et avec la vigilance des marxistes-léninistes-maoïstes de l'UCFML, c'est le programme du comité de coordination qui a ralé l'écrasante majorité.

La Sonacotra, voyant son complice en difficulté, lui a alors tendu une perche : c'est ce qu'on peut appeler le complot de novembre.

Depuis longtemps, traînait une affaire d'expulsion de onze délégués au foyer de St-Denis. Tout à coup, l'affaire s'accélère. En fait, la Sonacotra dit aux révisionnistes : dépêchez-vous de liquider le mouvement, sinon nous allons nous fâcher.

La CGT se précipite dans le marchandage : les onze ne seront pas expulsés, et les révisionnistes vont attaquer frontalement le mouvement de masse.

La Sonacotra, pour les aider dans leur besogne, leur « accorde » le comité de résidents élu sous l'œil du gérant, un règlement intérieur très dangereux (il renforce le pouvoir des délégués et du gérant), et une commission tripartite pour décider les augmentations de loyer à l'avenir. Dans cette commission : le ministère, la Sonacotra, et les comités de résidents (c'est-à-dire les révisionnistes). Tout ce beau monde enfin réuni pour opprimer les ouvriers et développer le système des foyers-prisons.

Ravis d'être ainsi conviés à la table des exploités du peuple, les révisionnistes du PCF et de la CGT se mettent à l'œuvre : ils arrivent à briser la grève dans les foyers, et s'autoproclament sur cette « base » seul vrai comité du mouvement !

Ce sont ces usurpateurs et traîtres que le comité de coordination et les masses ont dénoncé le vendredi 12.

5. Aller de l'avant sans perdre une minute

Aujourd'hui, la question : « qui sont nos amis, qui sont nos ennemis ? » est bien claire.

- D'un côté, les masses des foyers, avec leur programme, leur organisation de combat (le comité de coordination) et avec les marxistes-léninistes-maoïstes.
- De l'autre côté, le tandem Sonacotra-CGT, décidé à briser le mouvement, et à faire ré-

gner l'ordre bourgeois, contre les droits des ouvriers. Ils comptent aussi sur l'aide des amicales réactionnaires : Amicale des Marocains, petit chien des gérants fascistes, et Amicale des Algériens, petit chien de la CGT et des gérants sociaux-fascistes.

C'est une bataille claire et très importante pour tout le peuple. Comme tous les ennemis ont jeté le masque, ils vont attaquer. Nous ne devons pas les attendre les bras croisés.

- ◆ Diffusons et discutons plus que jamais le juste programme ouvrier contre les foyers-prisons.
- ◆ Tous levés comme un seul homme contre toute menace d'intimidation, d'expulsion, de division.
- ◆ Renforçons l'unité du mouvement. Forgeons une grande force ouvrière contre la Sonacotra.
- ◆ Attaquons les révisionnistes du PCF et de la CGT, agents de la Sonacotra et de l'Etat. Opposons à leur politique raciste notre politique ouvrière : mêmes droits politiques pour les immigrés et pour les français.
- ◆ Consolidons l'organisation de la volonté populaire, l'organisation des masses contre la Sonacotra et l'Etat bourgeois : le Comité de coordination.
- ◆ Forçons ainsi la Sonacotra à reconnaître notre volonté et à donner les revendications.

Suite de l'article sur la SONACOTRA

des foyers, toujours situés à l'écart, pour :

- les séparer des ouvriers français et des immigrés qui ont réusis à faire venir leur famille qui, eux, sont parqués dans les HLM,
- les empêcher de faire venir leur famille, et d'avoir une vie de famille normale, les enfermer dans la solitude. En effet pour faire venir sa famille, il faut d'abord trouver un logement, et à ceux qui sont encore seuls, l'Etat refuse les HLM en leur disant : allez dans les foyers,
- mettre dans la tête des ouvriers immigrés qu'ils n'ont aucun droit.

Mais cette politique se change en son contraire. Dans les foyers, les ouvriers des différentes nationalités prennent conscience qu'ils appartiennent ensemble à la classe ouvrière, ils commencent à s'unir et à lutter pour leurs droits.

- « Le M.L. », adresse : B.P. 278, 75827 Paris Cedex 17.
- Directeur de publication : P. Gonin.
- Dépôt légal 3/74.
- Imp. S.I.M. - 75010 Paris.
- Commission Paritaire n° 56220.